



**Pacte international  
relatif aux droits civils  
et politiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

CCPR/C/SR.2421  
16 janvier 2006

Original: FRANÇAIS

---

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME

Quatre-vingt-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE PARTIE (PUBLIQUE) \*  
DE LA 2421<sup>e</sup> SÉANCE \*\*

tenue au Palais Wilson, à Genève,  
le jeudi 2 novembre 2006, à 10 heures

Présidente: M<sup>me</sup> CHANET  
puis: M. GLÈLÈ-AHANHANZO (Vice-Président)  
puis: M<sup>me</sup> CHANET

SOMMAIRE

SUIVI DES OBSERVATIONS FINALES PORTANT SUR L'EXAMEN DES RAPPORTS  
DES ÉTATS PARTIES ET DES CONSTATATIONS ADOPTÉES AU TITRE DU  
PROTOCOLE FACULTATIF

---

\* Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour la deuxième partie (privée) de la séance.

\*\* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour la 2420<sup>e</sup> séance.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

1. La PRÉSIDENTE dit que, avant que le Comité ne commence le travail prévu pour la séance, elle souhaite évoquer brièvement la contribution aux travaux du Comité des quatre membres qui quitteront leur fonction à la fin de la session.
2. M. Ando siège au Comité depuis 20 ans. Il en a été le Président et est aussi l'auteur d'une observation générale qui fait autorité dans le domaine du droit international des droits de l'homme. C'est grâce à sa contribution, financière et éditoriale, que l'ouvrage intitulé «Towards Implementing Universal Human Rights» a pu être publié à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Comité.
3. M. Solari-Yrigoyen, ancien Vice-Président, a durant ses deux mandats été un membre assidu et très efficace des groupes de travail. Grand défenseur de la liberté de conscience et d'opinion, il a été personnellement victime de violations des droits de l'homme, mais loin d'en tirer de l'amertume, il en a gardé une grande humanité.
4. M. Wieruszewski, Vice-Président et Président de divers groupes de travail a apporté une aide précieuse au Comité grâce à sa profonde connaissance de la langue russe et des pays d'Europe de l'Est. Il a entrepris la rédaction d'un ouvrage consacré au Comité, qui est attendu avec impatience.
5. M. Castillero Hoyos restera pour les membres du Comité le grand défenseur des droits des minorités, des femmes et des pauvres. La Présidente regrette qu'il n'ait pas renouvelé sa candidature à un moment où ses fonctions lui auraient justement permis d'être plus disponible, mais elle ne doute pas qu'il aura l'occasion de revenir.
6. M. SOLARI-YRIGOYEN remercie la Présidente de ses propos élogieux. Il a le sentiment que c'est plutôt le Comité qui lui a beaucoup apporté pendant ses huit années de mandat, sur le plan professionnel, mais aussi et surtout sur le plan humain.
7. M. WIERUSZWESKI remercie la Présidente de ses généreuses paroles. Il a pu observer au fil des ans que le Comité avait beaucoup changé, non seulement dans son rôle et ses méthodes de travail mais également dans sa visibilité. Il n'est plus l'organe le plus important de protection des droits de l'homme; il est devenu un organe parmi beaucoup d'autres et il lui faut donc réaffirmer sa position, et continuer aussi à améliorer la représentation des femmes dans sa composition.
8. M. CASTILLERO HOYOS remercie la Présidente de ses propos chaleureux. Siéger au Comité a été pour lui un privilège, du point de vue intellectuel et humain. Il se félicite également d'avoir été témoin de la réforme entreprise par le Comité dont la façon de travailler, de plus en plus efficace, devrait inspirer les autres organes conventionnels et même les organes judiciaires chargés de protéger les droits de l'homme.
9. M. ANDO dit que, toujours soucieux d'être bref et concis, il se limitera à souligner deux choses: d'une part, l'importance de maintenir une continuité dans les travaux du Comité, et, d'autre part, la nécessité d'apporter des changements, y compris en renouvelant les membres. En 20 ans, il a observé une indéniable évolution dans les méthodes de travail du Comité, et

notamment une réorganisation efficace de l'examen des rapports et des communications. Lui aussi a le sentiment d'avoir reçu de ses collègues beaucoup plus qu'il n'a donné.

SUIVI DES OBSERVATIONS FINALES PORTANT SUR L'EXAMEN DES RAPPORTS DES ÉTATS PARTIES ET DES CONSTATATIONS ADOPTÉES AU TITRE DU PROTOCOLE FACULTATIF (point 7 de l'ordre du jour)

Rapport du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations (CCPR/C/88/R.2)

10. M. SHEARER (Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations) souhaite avant de présenter son rapport rendre hommage à la qualité du travail accompli par M. Ando, son prédécesseur à cette fonction. Il regrette que le rapport (CCPR/C/88/R.2) n'ait pu être distribué aux membres qu'en anglais faute d'avoir pu être traduit à temps dans les autres langues de travail du Comité. Le rapport porte sur les communications pour lesquelles des informations ont été communiquées au Comité entre sa quatre-vingt-septième session (10-28 juillet 2006) et sa quatre-vingt-huitième session (16 octobre-3 novembre 2006).

11. Dans la majorité des affaires, le Comité a reçu de l'État partie concerné une réponse, qu'il a transmise à l'auteur. Le délai de deux mois imparti à celui-ci pour faire part de ses commentaires n'étant pas encore échu, le Rapporteur spécial propose que le Comité ne prenne pas de décision pour le moment et considère que le dialogue est en cours avec l'État partie. Dans deux affaires, il préconise un entretien avec un représentant de l'État partie. En ce qui concerne les États parties qui ont fait part au Comité de leur intention de modifier leur législation pour la mettre en conformité avec le Pacte, il recommande que le Comité demande à être tenu informé des progrès réalisés dans ce domaine. Il cite à ce sujet le cas du Bélarus, où la Cour constitutionnelle examine actuellement la compatibilité des dispositions du Code de procédure pénale régissant l'application de la peine de mort avec les obligations internationales de l'État.

12. *M. Glèlè-Ahanhanzo (Vice-Président) prend la présidence.*

13. M. ANDO dit que lorsqu'il était Rapporteur spécial, il a rencontré un représentant de la République arabe syrienne qui lui avait promis qu'un passeport serait délivré à l'auteur, ce qui a été fait. Il semble qu'à présent, l'auteur demande également une indemnisation.

14. M. WIERUSZWESKI souhaite savoir si le Rapporteur spécial a été informé que dans l'affaire *Pastukhov c. Bélarus*, l'auteur vient d'adresser au secrétariat une lettre indiquant que l'État partie n'a pas donné effet aux recommandations du Comité.

15. *M<sup>me</sup> CHANET reprend la présidence.*

16. M<sup>me</sup> FOX (Haut-Commissariat aux droits de l'homme) dit que la lettre de M. Pastukhov est parvenue au secrétariat après que le rapport a été élaboré et envoyé aux services de traduction. Comme toutes les autres informations reçues depuis, il sera rendu compte de la lettre dans le rapport suivant. Cette affaire a cependant été évoquée par le Rapporteur spécial lors de son entretien avec un représentant de la Mission permanente de l'État partie.

17. M. WIERUSZWESKI demande si l'auteur sera informé de la suite donnée à cette affaire, même si elle ne figure que dans le rapport suivant.

18. M. SHEARER (Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations) dit que le représentant du Bélarus a demandé des informations à son gouvernement. La question sera donc examinée à la session de New York et le Rapporteur spécial a bon espoir de recevoir une réponse de l'État partie sur cette affaire.

19. M<sup>me</sup> WEDGWOOD souhaite savoir si les gouvernements de pays démocratiques, tels que le Canada ou l'Australie, qui refusent de donner effet aux recommandations du Comité invoquent le fait que les constatations ne sont pas contraignantes ou s'ils reconnaissent le caractère contraignant des constatations du Comité mais estiment que celui-ci a commis une erreur d'appréciation. Si, dans des cas exceptionnels, le Comité acceptait d'examiner un résumé des motifs pour lesquels l'État partie considère que sa décision est erronée, cela permettrait peut-être par la suite de rallier l'État partie à ses constatations.

20. M. ANDO dit que la question fondamentale est celle de savoir si les constatations et recommandations du Comité ont force obligatoire. Sur le plan strictement juridique, ce n'est pas le cas car ni le Pacte ni le Protocole facultatif ne contient de disposition à cet égard. Cela étant, comme les États parties décident librement d'adhérer à ces instruments, ils sont au moins moralement tenus ou ont l'obligation légale de respecter les constatations du Comité, de bonne foi. Certains États considèrent que les recommandations du Comité ne sont pas contraignantes et leur donnent suite selon leur bon vouloir. Il reste que le Comité peut se tromper dans l'interprétation des faits; mais pour éviter ce problème, il appartient à l'État partie de les exposer clairement avant que le Comité prenne une décision.

21. La PRÉSIDENTE dit que M. Henkin, lorsqu'il était membre du Comité, avait fait valoir qu'un État partie peut admettre que l'obligation d'offrir un recours est contenue à la fois dans l'article 2 du Pacte et dans le fait qu'il adhère au Protocole facultatif de bonne foi, tout en étant conscient que le Comité ne fait que des recommandations. Pour autant, cela ne signifie pas que le contenu de la recommandation s'impose à l'État. Il serait donc utile que le Comité rédige une observation générale sur le Protocole facultatif afin de clarifier les obligations de l'État partie.

22. M. SHEARER dit que certains États parties, notamment l'Australie et le Canada, ont adopté publiquement une position sur le caractère non contraignant des recommandations du Comité. Cela étant, les arguments relatifs à la bonne foi et au caractère volontaire de l'acceptation des obligations prévues par le Protocole facultatif ainsi que le sens de la notion de «respect» doivent être approfondis. Dans l'affaire *Portugal c. Australie* relative au Timor oriental (CR95/2), la Cour internationale de Justice a longuement examiné la portée juridique du terme «respect» et cet arrêt pourrait certainement aider le Comité dans ses délibérations.

23. M<sup>me</sup> WEDGWOOD rappelle que le Comité a estimé qu'il ne pouvait pas, compte tenu de ses moyens et du temps qui lui est imparti, accepter les demandes de réexamen de certaines affaires, qui sont fréquentes lorsque l'État partie considère que le Comité a tort. Puisque les États font en quelque sorte leur propre réexamen lorsqu'ils refusent de donner effet aux recommandations du Comité, le fait de les autoriser à soumettre un résumé des motifs pour lesquels ils estiment que le Comité s'est trompé permettrait peut-être, en définitive, de parvenir à les convaincre et de les rallier aux opinions du Comité.

24. La PRÉSIDENTE dit que c'est une très bonne idée car le Comité n'a pas toujours raison sur certains points de droit. Dès lors que les constatations du Comité n'ont pas la force obligatoire d'un arrêt, elles peuvent être discutées.

Rapport du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales (document sans cote)

25. M. RIVAS POSADA (Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales), présentant son rapport qui couvre les soixante et onzième à quatre-vingt-huitième sessions du Comité, appelle tout d'abord l'attention sur une feuille qui a été distribuée aux membres du Comité (document sans cote) et qui offre un modèle de présentation possible pour le rapport, à partir du cas du Venezuela. Le Rapporteur spécial serait heureux de recueillir des commentaires sur cette proposition de présentation, qui pourrait être adoptée pour les futurs rapports.

26. Le Comité a reçu une réponse complète de huit États parties, pour lesquels aucune nouvelle action n'est requise: l'Albanie, l'Islande, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, la République arabe syrienne, le Tadjikistan, la Thaïlande et le Venezuela. Pour deux d'entre eux (l'Ouzbékistan et la République arabe syrienne), la réponse est en cours de traduction. Il conviendrait en outre de rappeler au Venezuela qu'il aurait dû soumettre son quatrième rapport périodique avant le 1<sup>er</sup> avril 2005. Le Comité devrait prévoir des consultations, à sa quatre-vingt-neuvième session, avec des représentants de l'État partie dans les cas d'Israël, de la Gambie, du Mali, de la Namibie, de Sri Lanka, du Suriname et du Togo. Des rappels ont été adressés à la Grèce, à la Slovaquie et au Yémen, qui ont indiqué qu'ils feraient parvenir leur réponse avant la fin de 2006. La République de Moldova n'a toujours pas soumis son deuxième rapport périodique et a demandé un délai supplémentaire jusqu'à la fin de 2006. L'État partie a indiqué que le deuxième rapport périodique ainsi que les réponses se rapportant au rapport initial seraient établis d'ici à la fin de 2006. À la demande de l'État partie, le Comité a accepté que les deuxième et troisième rapports périodiques soient soumis en un seul document. La Guinée équatoriale, dont le Comité a examiné la situation en l'absence de rapport, n'a pas encore soumis son rapport initial (dû au 1<sup>er</sup> août 2004). Le Rapporteur spécial a rencontré un représentant de l'État partie au cours de la présente session et un projet d'assistance technique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pourrait se concrétiser en décembre 2006. M. Rivas Posada rappelle que, conformément à son règlement intérieur, le Comité a rendu publiques ses observations finales provisoires concernant la Guinée équatoriale. Plusieurs États parties (le Brésil, le Canada et le Paraguay) devaient faire parvenir leur réponse au Comité au début de novembre 2006, et un rappel leur sera adressé à la fin de la présente session. L'Italie a fait parvenir sa réponse avec un jour de retard sur le délai prescrit, le 30 octobre 2006, et sa réponse sera examinée à la quatre-vingt-neuvième session. Enfin, le rapport dresse la liste des États parties dont les réponses sont attendues en 2007, ou pour lesquelles il n'a pas encore été fixé de délai.

27. Sir Nigel RODLEY souhaiterait que l'on clarifie ce que constitue une «réponse complète» d'un État partie, et en particulier il voudrait savoir si cela recouvre le cas d'un État partie qui exposerait de façon circonstanciée des désaccords en tous points avec le Comité.

28. M. RIVAS POSADA (Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales) dit que lui-même et les membres du Groupe de travail se sont effectivement demandé dans quelle mesure le Comité pouvait se déclarer satisfait d'une réponse du seul fait qu'elle traitait tous les points qu'il avait soulevés dans ses observations finales. Jusqu'ici, le Comité ne s'est pas

prononcé sur la nature des réponses fournies par les États parties, et s'est simplement assuré que les informations que ces derniers lui faisaient parvenir couvraient bien la totalité des préoccupations exprimées dans les observations finales. Aucun État partie n'a d'ailleurs jamais exprimé de désaccord avec les observations finales le concernant. Cela étant, le Comité devrait se prononcer sur la question délicate et complexe de savoir s'il convient de procéder à une analyse du contenu de la réponse d'un État partie pour déterminer si cette réponse est satisfaisante.

29. La PRÉSIDENTE dit que le Comité se saisira de la question à sa quatre-vingt-neuvième session, dans le cadre de l'examen de la procédure de suivi des observations finales, qui est nouvelle et par conséquent largement susceptible d'amélioration. D'autres éléments devront être aussi examinés, en particulier la demande des organisations non gouvernementales d'être entendues dans le cadre du suivi des observations finales.

30. M. O'FLAHERTY est d'avis que le Comité doit analyser le contenu des réponses des États parties. En ce qui concerne le rapport du Rapporteur spécial, il juge la nouvelle présentation proposée très claire et d'une grande lisibilité.

*La première partie (publique) de la séance prend fin à 12 h 30.*

-----